



Colloque international - Appel à communication

Un monde de régions ? Échanges et croisements disciplinaires sur l'intégration régionale dans le monde

La recherche sur l'organisation de l'espace mondial et sur la globalisation est en grande partie structurée par des travaux sur les réseaux, les pratiques transnationales, les villes mondiales... Pierre Veltz a proposé dans les années 1990 de parler de l'économie d'archipel, à l'instar d'Olivier Dollfus qui a parlé d'archipel métropolitain mondial. Dans les lectures académiques de l'espace mondialisé, une attention plutôt faible est accordée aux grandes régions, entendues comme regroupements de pays voisins, caractérisés par l'augmentation des interactions entre des sociétés situées dans la même partie du monde, qu'ils soient ou non accompagnés d'une formalisation institutionnelle (Union européenne, ASEAN, Mercosur...). Les politistes travaillent certes sur les accords régionaux, les économistes discutent certes des limites et des bienfaits – surtout des limites – de ces regroupements régionaux, géographes et sociologues peuvent se spécialiser dans l'étude de telle ou telle région, mais la région (au sens de regroupement de pays voisins) est rarement considérée comme une figure clé de l'organisation de l'espace international. Pour la plupart des auteurs l'hypothèse d'un retour généralisé des logiques de proximité dans des grands ensembles régionaux est une hypothèse faible.

L'actualité internationale semble conforter cette prévision. On observe ici et là des expériences régionales confrontées à des crises graves, notamment dans l'Union européenne. Ces dernières années, le traitement de la crise économique et financière ou les querelles sur le traitement des flux de réfugiés dans le cadre Schengen révèlent des forces centrifuges qui sont à l'opposé du principe d'intégration européenne. Au-delà de l'UE, la profondeur de la crise politique en Ukraine ou dans le monde arabe atteste l'incapacité des Européens à influencer, à travers leur politique de voisinage, sur le cours de la grande région dans laquelle ils se trouvent. A Washington, le nouvel exécutif souhaite renégocier certaines dispositions du traité de l'ALENA. Censée remplacer l'URSS, la CEI n'en finit pas de se désagréger, au gré de conflits nombreux. En Afrique, les expériences régionalistes demeurent en général décevantes. Ailleurs, l'intégration régionale avance en suivant des trajectoires variées, tout en

composant avec des conflits ou des tensions entre des nationalismes jaloux (Asie orientale, Amérique latine).

Faut-il voir dans les régions une organisation spatiale contingente, souvent mal armée face aux enjeux sociaux, économiques, environnementaux et politiques du temps et vouée à l'échec ? Ou faut-il y voir au contraire une forme clé de l'espace mondial d'aujourd'hui et de demain ? Les organisateurs penchent pour la deuxième réponse. Ils estiment que l'espace mondial contemporain ne se comprend que dans la dialectique entre globalisation et régionalisation. Ils font l'hypothèse que les tensions à l'œuvre dans plusieurs des régions du monde attestent non pas leur condamnation à court terme mais au contraire la lente et parfois difficile maturation du passage à une forme territoriale plus appropriée que l'Etat-nation pour faire face aux impératifs de la mondialisation.

Le colloque doit être l'occasion de discuter ces positions. On attend en particulier la confirmation ou l'infirmité que les intégrations régionales sont une réponse aux quatre enjeux :

* **Un enjeu économique** : les entreprises ont d'autant plus de chances de trouver leur place dans la compétition mondiale qu'elles ont un ancrage régional fort. L'intégration territoriale se fait souvent par les firmes et les coopérations fonctionnelles. Les grandes régions seraient en effet un bon compromis territorial entre les exigences de la proximité (circuits plus courts, interactions productives favorables à l'innovation) et les exigences de marchés larges (variété des ressources, économies d'échelle, complémentarité, spécialisations locales ou nationales pertinentes). Elles sont également présentées par les Etats membres comme un outil de croissance économique, de réduction des inégalités et de lutte contre la pauvreté car elles amélioreraient l'attractivité, la connectivité des territoires et l'interconnexion des réseaux, favoriseraient les synergies, les complémentarités et les économies d'échelle et réduiraient les doublons d'investissement.

* **Un enjeu social et culturel** : les préférences collectives, susceptibles de déboucher sur des normes et des valeurs communes dans divers domaines (choix collectif en matière de protection sociale, de rapport au travail, d'environnement...), seraient plus faciles à construire au niveau régional que mondial ; lorsqu'elles sont coconstruites et partagées par plusieurs pays contigus, elles jouent un rôle dans l'intégration régionale. La régionalisation contribuerait aussi à la formation d'une identité régionale et d'un sentiment d'appartenance à une communauté, parfois imaginée, partagés non seulement par les élites politiques mais aussi par l'ensemble des citoyens et la société civile.

* **Un enjeu politique et de gouvernance** : il est très difficile de mettre sur pied une régulation mondiale du commerce, de la protection de l'environnement ou encore des migrations. L'échelle régionale permettrait le retour à une régulation publique que l'Etat-nation ne peut plus assurer, et offrirait une réponse à une mondialisation trop libérale et brutale. Les instances internationales et le droit international affirment même la nécessité d'une approche régionale des problèmes communs et favorisent sa mise en œuvre : la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique de 1992 a ainsi explicitement inscrit la nécessité d'appréhender les activités marines en associant étroitement les questions mondiales et régionales. La région est appréhendée comme une échelle intermédiaire entre celle des règles nationales et celle des conventions internationales. Elle favoriserait une gouvernance associant plus étroitement les institutions internationales et les Etats partenaires ainsi que les communautés locales et la société civile.

* **Un enjeu géopolitique** : la régionalisation pourrait ordonner le monde multipolaire, contribuerait à pacifier les relations internationales, constituerait un scénario crédible pour le monde post-unipolaire de l'après hégémonie américaine. De grandes régions pourraient prendre part à la gouvernance de la mondialisation, équilibrer la puissance des Etats-Unis et de la Chine. Pour les pays en développement, la régionalisation permet d'accéder à une plus grande visibilité sur la scène internationale en mettant

fin à leur isolement diplomatique tout en leur donnant accès aux forums et aux organisations internationales et à une nouvelle capacité d'influence. Par ailleurs, la multiplication des propositions d'ensembles régionaux, à géométries variables et souvent concurrents, apparaît comme le reflet de nouvelles rivalités et d'enjeux de pouvoirs. Enfin, les dialogues interrégionaux, comme l'ASEM (Asia Europe Meeting), seraient de nouveaux forums des relations internationales renforçant l'identité de chaque région.

Le colloque sera l'occasion de confronter les connaissances à plusieurs défis :

* Un **défi conceptuel**, car le sens des mots n'est pas stabilisé : on ne sait pas toujours exactement ce que désignent les auteurs qui utilisent les notions de régionalisation, de régionalisme et d'intégration régionale ; les liens entre elles ne sont généralement pas explicités. Ce flou sémantique est accentué par une terminologie anglophone prolifique sur ce sujet et parfois différente de celle utilisée en français.

* Un **défi disciplinaire**, car les géographes demeurent trop discrets dans ce champ de recherche. Leurs contributions sont dispersées et n'ont pas encore donné lieu à un effort de généralisation et encore moins de théorisation. Les juristes et les politistes ont pu proposer une théorisation du fait régional (voir notamment les travaux de Jacques Ténier ou encore de Björn Hettne et Fredrik Söderbaum) ; depuis les travaux de Bela Balassa les économistes se sont saisis de cette question. En revanche, les géographes ne l'abordent qu'à travers des occurrences particulières, restant dans le sillage d'une des grandes familles historiques de la discipline : la « géographie régionale », sans monter en généralité. La difficulté tient aussi à la multiplication des formes et des échelles spatiales d'intégration : régions transfrontalières et transnationales ou macro-région, villes doublons et métropoles transfrontalières, mers régionales, grands écosystèmes marins, écorégions marines et zones communes de développement ou encore triangles de croissance et corridors économiques et de développement.

* Un **défi interdisciplinaire**, car il est essentiel que les géographes contribuent à l'étude de ce champ de recherche sans ignorer les apports de l'économie, de la science politique, du droit international ou encore de la sociologie. Le colloque permettra à des économistes, politistes, juristes, sociologues, etc. de présenter leurs définitions et leurs approches de la régionalisation, du régionalisme et de l'intégration régionale.

* Un **défi méthodologique**, car la littérature scientifique est souvent silencieuse à propos des méthodes qui permettent d'appréhender, de mesurer et même de représenter l'intégration régionale. De cette clarification des méthodes dépend la possibilité d'établir une grille d'analyse comparant les formes et les différents processus, tant spatiaux, temporels qu'institutionnels, de la régionalisation.

Ce colloque s'inscrit dans une entreprise initiée en 2016 avec la rédaction d'un dictionnaire critique de l'intégration régionale (coordonné par Nora Mareï et Yann Richard) qui sera publié en 2018. La rédaction de ce dictionnaire par une équipe de plusieurs dizaines d'auteurs majoritairement géographes faisait suite à plusieurs constats : l'absence d'un dictionnaire dédié à l'intégration régionale alors que les dictionnaires de la mondialisation prolifèrent ; un flou persistant dans la définition des notions ; la discrétion des géographes dans un champ de recherche largement dominé par d'autres disciplines – discrétion étonnante au regard de l'expertise démontrée des géographes dans l'étude du fait régional. Le colloque poursuivra cette discussion entre disciplines.

Les communications seront faites en français et en anglais par des géographes et par des spécialistes d'autres disciplines afin de présenter leurs travaux dans un esprit d'échange et de décloisonnement. Les communications peuvent proposer des approches théoriques, empiriques et méthodologiques ou des cas d'étude choisis dans toutes les parties du monde, à toutes les échelles régionales (de la région

transfrontalière à la grande région) et être appliquées à tous les objets de la régionalisation (environnement, énergie, transports, mobilités et circulations, culture, commerce, investissement, aménagement, sécurité...).

Les actes du colloque seront mis en ligne (recueil de toutes les propositions de communications retenues avec leurs résumés). Certaines communications seront sélectionnées pour proposer un numéro thématique dans une revue à comité de lecture.

Calendrier :

- Date limite d'envoi des propositions de communication au comité d'organisation : 15 juillet 2018.
- Réponse du comité d'organisation aux auteurs : 15 octobre 2018.

Modalité des réponses à l'appel :

- Chaque proposition de communication doit être rédigée en français ou en anglais (6 000 signes espaces compris).
- Elle doit être précédée d'un titre et de 3 à 5 mots clés. Le titre et les mots-clés doivent être fournis en français et en anglais.
- Elle doit être accompagnée de 5 références bibliographiques.
- Chaque auteur fournira aussi une courte fiche biographique de 500 caractères maximum.



International conference - Call for papers

A world of regions? Interdisciplinary dialogue on regional integration around the world

Research into the organisation of world space and into globalisation is largely structured by work on networks, transnational practices and world cities. In the 1990s, Pierre Veltz proposed the term "archipelago economy", following in the footsteps of Olivier Dollfus, who had written about the global metropolitan archipelago. In academic readings of globalised space, relatively scant attention is paid to large-scale regions, in the sense of groupings of neighbouring countries, typically featuring greater interaction between societies situated in the same part of the world, whether or not these groupings are institutionally formalised (European Union, ASEAN, Mercosur, etc.). Political scientists admittedly work on regional agreements, economists admittedly discuss the drawbacks and benefits – though especially the drawbacks – of these regional groupings, while geographers and sociologists may specialise in studying one or other of these regions, but the region (in the sense of a grouping of neighbouring countries) is seldom seen as a core concept in international spatial organisation. Most authors would consider the prospect of a widespread return of proximity principles in large-scale regions a weak hypothesis.

International current events would appear to corroborate this stance. Regional experiences in a variety of locations are confronted with serious crises, particularly in the European Union. In recent years, the handling of the economic and financial crisis, or the disagreements over managing the flows of refugees in the Schengen Area, reveal centrifugal forces that are diametrically opposed to the principle of European integration. Beyond the EU, the deep political crisis in Ukraine or in the Arab world is proof that the European Neighbourhood Policy is incapable of swaying the course of this large-scale region. In Washington, the new executive wants to renegotiate certain provisions of the NAFTA treaty. The CIS, originally intended to replace the USSR, is steadily disintegrating with each successive conflict. In Africa, regionalistic initiatives continue to be disappointing, on the whole. Elsewhere, regional integration is moving forward on a variety of paths, while compromising with conflicts or tensions between jealous nationalisms (as in East Asia or Latin America).

Should we see the regions as a contingent spatial organisation, often ill-equipped to contend with the social, economic, environmental and political challenges of the time and ultimately doomed to failure? Or, on the contrary, as a key form of global space in today's and tomorrow's world? The organisers lean towards the latter option. They believe that contemporary global space can only be understood within the dialectic between globalisation and regionalisation. They posit that the tensions at play in

several world regions point not to their short-term failure but, on the contrary, to the slow and sometimes arduous maturing of the shift to a territorial form that is more appropriate than the nation-state for coping with the demands of globalisation.

The expectation is that this conference will provide an opportunity to discuss these positions. In particular, we are hoping for confirmation that regional integrations either are or are not an answer to the following four issues:

* **An economic issue:** businesses with strong regional roots are all the more likely to carve out a place for themselves in global competition. Territorial integration is often achieved through firms and functional cooperation. Large-scale regions are thought to be a sound territorial compromise between the requirements of proximity (shorter distribution channels, production interactions propitious to innovation) and the requirements of broad-based markets (variety of resources, scale economies, complementarity, appropriate local or national specialisations). They are also presented by the member states as a tool for achieving economic growth, reducing inequalities and combating poverty, since they enhance territories' appeal and boost their connectivity and network interconnections, foster synergies, complementarities and scale economies and reduce duplicate investments.

* **A social and cultural issue:** collective preferences, which may yield common standards and values in various fields (a collective choice with regard to social security, the relationship to work, the environment, etc.), would be easier to construct at regional level than at global level; when they are co-constructed and shared by several adjoining countries, they play a role in regional integration. Regionalisation would also help build a regional identity and a feeling of belonging to a community, albeit an imagined one, shared not only by the political elite but also by citizens at large and civil society.

* **A political and governance issue:** it is very difficult to regulate trade, environmental protection or migration at global level. At regional level, however, it would be possible to reinstate the government regulation that the nation-state can no longer provide, and address overly liberal and abrupt globalisation. International bodies and international law even assert the need for a regional approach to common problems and encourage its implementation: the 1992 United Nations Framework Convention on Climate Change explicitly wrote in the need to closely link global and regional issues when dealing with marine operations. The region is seen as an intermediate scale, between national rules and international conventions. It is thought to foster governance that more closely links international institutions and the partner States, as well as local communities and civil society.

* **A geopolitical issue:** regionalisation could bring order to a world with multiple centres of gravity. It would help pacify international relations and, by ushering in the post-US hegemony era, provide a credible scenario for a multi-polar world. Large-scale regions could play a role in the governance of globalisation and counterbalance the power of the United States and China. For the developing countries, regionalisation provides greater visibility on the international scene by putting an end to their diplomatic isolation, while at the same time giving them access to forums and international organisations, and a new capacity to exert influence. Not only that, but the multiplicity of proposed regional groups, with variable and often competing configurations, seems to reflect fresh rivalries and power struggles. Lastly, interregional dialogues such as the Asia Europe Meeting (ASEM) would be new forums for international relations, bolstering each region's identity.

The conference will be an opportunity to challenge our knowledge from various aspects:

* The **conceptual aspect**, since there is still some looseness in the meaning of the terms: it is not always quite clear what authors mean when they use notions such as regionalisation, regionalism and regional integration; the links between them are generally not spelled out. This semantic haziness is heightened by a prolific English-language terminology on the subject that occasionally differs to that used in French.

* A **disciplinary aspect**, since there is still too little input from geographers in this field of research. Their sparse contributions have not yet given rise to any attempt to generalise, let alone theorise. Legal experts and political scientists have been able to put forward a theorisation of the regional issue (see in particular the work of Jacques Ténier, or of Björn Hettne and Fredrik Söderbaum). Since Bela Balassa's work on the subject, economists have taken up the issue. Geographers, on the other hand, approach the issue only through specific occurrences, remaining in the wake of one of the great legacy families of the discipline, namely "regional geography", without moving up to the next level of generality. The difficulty also stems from the multiplicity of spatial forms and scales of integration, including cross-border and cross-national regions or macro-regions, twin cities and cross-border metropolitan areas, regional seas, extensive marine ecosystems, marine eco-regions and common development zones, or growth triangles, economic corridors and development corridors.

* An **interdisciplinary aspect**: it is essential for geographers to contribute to work on this research field without overlooking input from economics, political science, international law and sociology. The conference will enable economists, political scientists, legal experts, sociologists and others to present their definitions and their approaches to regionalisation, regionalism and regional integration.

* A **methodological aspect**, because scientific literature often says nothing about the methods that can be used to approach, measure and even represent regional integration. Clarifying the methods used is an essential first step towards establishing an analytical grid and comparing regionalisation's various forms and processes (spatial, temporal and institutional).

This conference is part of an initiative that began in 2016 with the drafting of a critical dictionary of regional integration (coordinated by Nora Marei and Yann Richard), to be published in 2018. The group of several dozen authors - most of them geographers - engaged in writing this dictionary were prompted by a number of observations: the lack of a dictionary dedicated to regional integration, whereas there is an abundance of dictionaries on globalisation; a persistent haziness in the definition of the notions; geographers' low profile in a field of research largely dominated by other disciplines: a surprising fact, given geographers' proven expertise in the study of regional issues. The conference will pursue this interdisciplinary discussion.

Geographers and specialists in other disciplines should deliver their papers in French and English, presenting their research in a spirit of exchange and making every effort to eliminate any barriers between the different disciplines. Papers may put forward theoretical, empirical and methodological approaches or case studies selected from all over the world, on all regional scales (from cross-border region to large-scale region). They may address all areas to which regionalisation is applied (the environment, energy, transport, mobility and circulation, culture, trade, investment, development, security, etc.).

The conference proceedings (a collection of all of the selected proposals, together with their abstracts) will be posted online. Some papers will be selected to compile a thematic issue in a peer-reviewed journal.

Calendar:

- Deadline for submission of proposed papers to the organising committee: July 15 2018.
- Organising committee's reply to the authors of papers: October 15 2018.

Submission guidelines:

- Each proposal must be written in either French or English (6,000 signs, spaces included).
- It must be preceded by a title and between three and five keywords. The title and the keywords must be provided in both French and English.
- It must be accompanied by five bibliographical references.
- Each author will provide a short CV (maximum 500 signs, spaces included).